



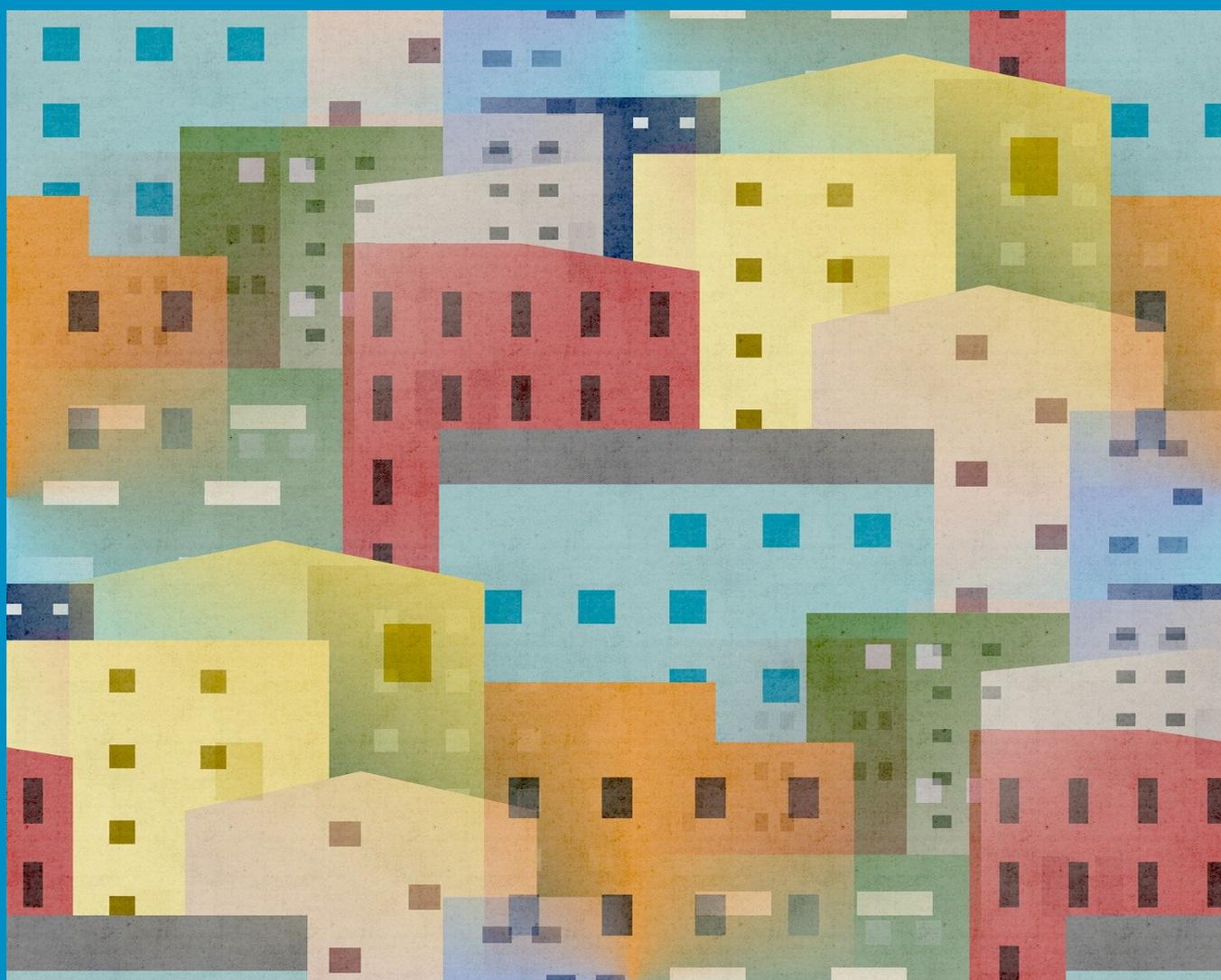
**ACADÉMIE
DE RENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service social académique
SSA**

Guide du logement de l'Académie de Rennes

2023/2024



« La reconnaissance est au cœur de toute politique de ressource humaine.
Le défi que l'Académie de Rennes s'attache à relever est celui de garantir une attention individualisée à chaque agent tout en assurant une gestion dite de masse. »

Axe 1 de la feuille de route pour les ressources humaines Académie de Rennes.



**DIRECTIONS DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX
DE L'ÉDUCATION NATIONALE**



L'accompagnement des agents tout au long de leur carrière est l'une des mesures prioritaires de la feuille de route des ressources humaines de notre Académie.

Ce guide a pour mission de vous informer des différentes offres de logements dans vos territoires d'affectation, vous présenter les prestations dont vous pouvez bénéficier en fonction de votre situation, vous orienter dans vos démarches à accomplir.

Sommaire

Trouver un logement en Bretagne	4
<ul style="list-style-type: none">• Le logement social• Le logement social pour les personnes à mobilité réduite• L'accès aux logements réservés aux agents de l'Etat• Locations dans le parc locatif privé• Partager son logement• Logement temporaire	
Les aides au logement et à l'installation	8
<ul style="list-style-type: none">• L'aide à l'installation des personnels de l'Etat (AIP Fonction Publique)• Les aides de la Caisse d'Allocations Familiales CAF• La garantie VISALE (Visa pour le logement et l'Emploi)• La prise en charge des frais de changement de résidence• Les mutuelles peuvent également vous accompagner	
Des personnels à votre écoute	10
<ul style="list-style-type: none">• Le service social des personnels• Les conseillers RH de proximité• Le service de l'action sociale du Rectorat	

Trouver un logement en Bretagne



• LE LOGEMENT SOCIAL

A qui s'adresse le logement social ?

En échange d'un financement public, les bailleurs sociaux (un bailleur social est un organisme qui loue un logement social à des ménages contre un loyer modéré, sous conditions de ressources. Exemple : les offices publics de l'habitat, les sociétés anonymes d'HLM, les sociétés coopératives d'HLM...) s'engagent à louer les logements HLM à un prix modéré.

C'est sur cette base qu'un logement social peut vous être proposé.

Pour en bénéficier, vous devez remplir des conditions de ressources suivant votre situation familiale.

Le dossier de demande de logement social ne sera validé que sous certaines conditions :

- * Être de nationalité Française ou détenir un titre de séjour.
- * Ne pas dépasser le plafond de ressources fixé par l'état français suivant votre quotient familial.
- * Envisager d'occuper l'appartement HLM comme résidence principale.

Les logements sociaux sont attribués en fonction du revenu fiscal de référence à l'année N-2. Si vous dépassez les plafonds indiqués, certaines métropoles disposent d'une offre complémentaire de logements locatifs abordables.

Les loyers sont modérés

Les parcs de logements à loyers modérés dans les départements des Côtes d'Armor 22, du Finistère 29, d'Ille et Vilaine 35, et du Morbihan 56, sont gérés par plusieurs bailleurs sociaux.

Afin de vous simplifier la démarche de demande de logement, il existe un site unique pour l'enregistrement de votre demande.

L'ensemble des organismes d'habitat social reçoivent en continu les demandes et vous avertiront en cas de disponibilité.



The image shows a Cerfa form titled "Demande de logement social" from the "MINISTÈRE CHARGÉ DU LOGEMENT". It includes the French Republic logo and the Cerfa logo with the number N°14069*04. The form contains instructions for filling it out, a QR code, and a section for "Votre demande" with checkboxes for "D'une première demande", "Du renouvellement d'une demande en cours", and "D'une modification d'une demande en cours".

Pour enregistrer votre demande de logement dans vos départements de sélection, saisir votre formulaire Cerfa depuis le site :

<https://www.demandelogement22.fr>
<https://www.demandelogement56.fr>

<https://www.demandelogement29.fr>
<https://www.demandelogement35.fr>

Vous pouvez récupérer ce document papier auprès d'un bailleur social.

Des justificatifs obligatoires en fonction de votre situation personnelle et professionnelle vous seront demandés (Pièces d'identité, justificatif de ressources, avis d'imposition, relevé CAF...).

Suite à cette demande de logement, vous allez recevoir **une attestation d'enregistrement**. Celle-ci parvient en moyenne dans un délai de 30 jours.

Elle contiendra le numéro unique de votre dossier qu'il faudra conserver précieusement.

Les bailleurs sociaux du département et les partenaires pourront alors accéder à votre dossier en ligne.

Si un logement social se libère et qu'il correspond à vos souhaits, votre demande sera étudiée par le bailleur social concerné.

Afin d'accélérer votre parcours et prioriser un passage en commission, répondez rapidement aux demandes de justificatifs additionnels.

Plusieurs dossiers sont à l'étude pour un même logement social disponible. Si votre demande est accordée, une proposition de logement vous sera communiquée.

Restez vigilant !

Libre à vous de l'accepter ou de la refuser.

Vous avez votre numéro unique et l'attente vous paraît trop longue, vous pouvez faire appel à votre droit au logement. Vous devrez alors remplir le formulaire DALO (Droit Au Logement Opposable) afin de passer en commission de médiation.

Pour obtenir ce formulaire, rapprochez-vous de la préfecture de votre département.

• LE LOGEMENT SOCIAL POUR LES PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

Archipel habitat centralise les demandes de logement social adapté.

www.archipel-habitat.fr

Les Maisons Départementales des Personnes Handicapées de votre département peuvent répondre à des besoins et conseils :

www.mdp35.fr <http://mdph.cotesdarmor.fr> www.mdp29.fr contact@mda56.fr

• L'ACCÈS AUX LOGEMENTS RÉSERVÉS AUX AGENTS DE L'ÉTAT

Agents titulaires de la fonction publique, agents contractuels en poste avec un contrat d'au moins un an, ou des contrats successifs dont la durée totale est d'au moins un an.

Il s'agit du parc de logements sociaux gérés et appartenant aux organismes HLM mais pour lesquels l'État en tant qu'employeur dispose de droits de réservation.

Les préfets des départements peuvent réserver 5 % des logements locatifs dont la construction ou la réhabilitation a été subventionnée par l'État.

Deux étapes à respecter :

- Avoir un numéro unique lié à l'enregistrement de sa demande de logement social (voir démarche page 3 et 4).
- Faire valider sa demande de logement social fonctionnaire d'état par son correspondant logement.

Pour les Côtes d'Armor : la Préfecture (tél 02 96 62 44 22)

Pour le Finistère : la Préfecture (tél 02 90 77 20 00)

Pour l'Ille et Vilaine : la DSDEN 35 (tél 02 99 25 10 91)

Pour le Morbihan : la DSDEN 56 (tél 02 97 01 86 56)

Afin de préciser les raisons qui motivent une priorité, vous devez vous rapprocher du correspondant logement du département dans lequel la demande est formulée.

Conditions et pièces à fournir :

<https://www.demandelogement35.fr/docs/FicClients/35/PJ.pdf>

La commission d'attribution de logement de l'organisme HLM validera ou non la décision.

• LOCATIONS DANS LE PARC LOCATIF PRIVÉ

Les offres dans le secteur privé sont nombreuses et les annonces de particuliers à particuliers et agences immobilières se trouvent facilement sur internet.

Les notaires peuvent également proposer ce type d'annonces et de services immobiliers.

www.notaireetbreton.bzh

www.selogerimmobilierenbretagne.com

www.locationlogemententrep particulier.com

service-public.fr

www.infos-jeunes.fr

Rubrique : louer dans le secteur privé.

Le réseau Info Jeunes peut également proposer des solutions : www.infojeunes.bzh

• PARTAGER SON LOGEMENT

La colocation « classique » :

Une colocation, est la location par plusieurs locataires (colocataires) d'un même logement. Elle peut prendre la forme d'un bail unique signé par tous les locataires, ou d'autant de contrats de location qu'il y a de colocataires. Quelles sont les règles : www.demarches.interieur.gouv.fr Aides de la CAF possibles : (aide au logement, en fonction de la partie du loyer financée et à condition d'apparaître sur le bail www.caf.fr)

www.appartager.com
www.lacartedescolocs.fr
www.anil.org

La colocation intergénérationnelle :

Le principe : une personne âgée loue une partie de son habitation à loyer très bas en échange d'une présence et de petits services ponctuels.

Le contrat de cohabitation intergénérationnelle apporte un cadre juridique à cette formule et vous pourrez sous conditions bénéficier des aides de la CAF.

www.aide-sociale.fr rubrique « habitat intergénérationnel »

La chambre meublée chez l'habitant :

Vous pouvez aussi louer une chambre meublée indépendante chez un particulier avec accès à la cuisine, sanitaire, et à la salle de bain...

De nombreuses adresses en effectuant une recherche avec les mots clefs : « location chambre meublée chez l'habitant »

• LOGEMENT TEMPORAIRE

Résidences Habitats Jeunes :

Les foyers de jeunes travailleurs ou « habitat jeunes » (jusqu'à 30 ans) proposent des hébergements meublés ou non et des espaces communs (laverie, self...)

Plusieurs types de logements (chambres, studios...) à des prix accessibles, toutes charges comprises. Ces logements ouvrent droit aux allocations de la CAF. Ils sont le plus souvent meublés. (Sous condition de ressources)

www.habitatjeunes.org

Résidences pour jeunes actifs :

Elles proposent des appartements équipés et meublés aux jeunes salariés le temps d'un stage, d'un moyen séjour... Ces résidences ouvrent droit à l'aide personnalisée au logement (APL) <https://www.service-public.fr>

La plupart des résidences proposent d'effectuer votre demande de logement sur leur site. Contact des résidences Jeunes Actifs et résidences privées auprès du point logement ou du service Info Jeunes local.

www.infojeunes.bzh

Logements en EPLE :

Quelques logements peuvent être disponibles au sein d'établissements scolaires.
Ne pas hésiter à questionner les services de gestion de ces EPLE.

Mairies et Offices du tourisme :

Pistes et conseils peuvent vous orienter vers des offres de logements vacants.

Logements temporaires des Gîtes de France :

Vous pouvez solliciter auprès des Gîtes de France en Bretagne (départements 22, 35, et 56) une procédure de validation d'une demande de logement temporaire. Accompagnée par le service social.

reservation@gites-de-france-en-bretagne.com

ou par téléphone : 02 57 18 00 00

Les aides au logement et à l'installation

Pour vous éclairer sur le montant médian des loyers appliqués dans la commune ou le quartier qui vous intéresse, il existe des observatoires locaux des loyers :

www.observatoires-des-loyers.org

- **L'aide à l'installation des personnels de l'Etat (AIP Fonction Publique)**

Vous êtes nouvel agent de la fonction publique d'Etat, nommé dans l'Académie de Rennes et directement rémunéré sur le budget de l'Etat :

Une aide financière d'un montant maximal de 700 euros, soumise à des conditions de ressources, est destinée à accompagner l'accès au logement locatif en prenant en charge une partie des dépenses rencontrées lors de l'installation. Pour obtenir toutes les informations sur les conditions d'attribution de cette aide, faire une simulation et déposer une demande sur le site internet dédié à cette prestation interministérielle d'action sociale : <https://www.aip-fonctionpublique.fr>

- **Les aides de la Caisse d'Allocations Familiales CAF**

La CAF peut vous accorder une aide pour payer votre loyer, que vous soyez en logement, meublé, résidence, colocation, location intergénérationnelle...

Pour en bénéficier, certains critères seront retenus.

Vous pouvez simuler l'estimation du montant si vous êtes éligible en fonction de :

- Votre situation familiale
- Vos revenus
- Les caractéristiques de votre logement...

Le site de la CAF est le seul habilité à estimer le montant de votre aide :

www.caf.fr

ou au 3230 (numéro unique, prix d'un appel local)

Maison France Service

- **La garantie VISALE (Visa pour le logement et l'Emploi)**

C'est une caution locative gratuite pour les moins de 30 ans. Elle assure au propriétaire des garanties. Elle permet une prise en charge des loyers impayés sous certaines conditions et renforce la recevabilité de votre dossier de location.

Plus d'informations : <https://www.actionlogement.fr/la-garantie-visale>

- **La prise en charge des frais de changement de résidence**

Certains changements de résidence administrative impliquent aussi un changement de résidence familiale. Les agents peuvent bénéficier, sous certaines conditions :

- D'une prise en charge de leurs frais de transport et de ceux de certains membres de leur famille pour le parcours entre leur ancienne et leur nouvelle résidence administrative ;
- D'une indemnité forfaitaire de changement de résidence, au titre des frais de déménagement.

www.fonction-publique.gouv.fr

- **Les mutuelles peuvent également vous accompagner**

Certaines mutuelles proposent à leurs adhérents des aides en matière de logement et d'installation. Des services pour faciliter l'emménagement suite à un changement d'affectation :

- Nettoyage du logement
- Accompagnement dans le projet immobilier
- Recherche de logement
- Recherche d'un transporteur au meilleur prix
- Prêt à l'installation ...

N'hésitez pas à les contacter.

Des personnels à votre écoute

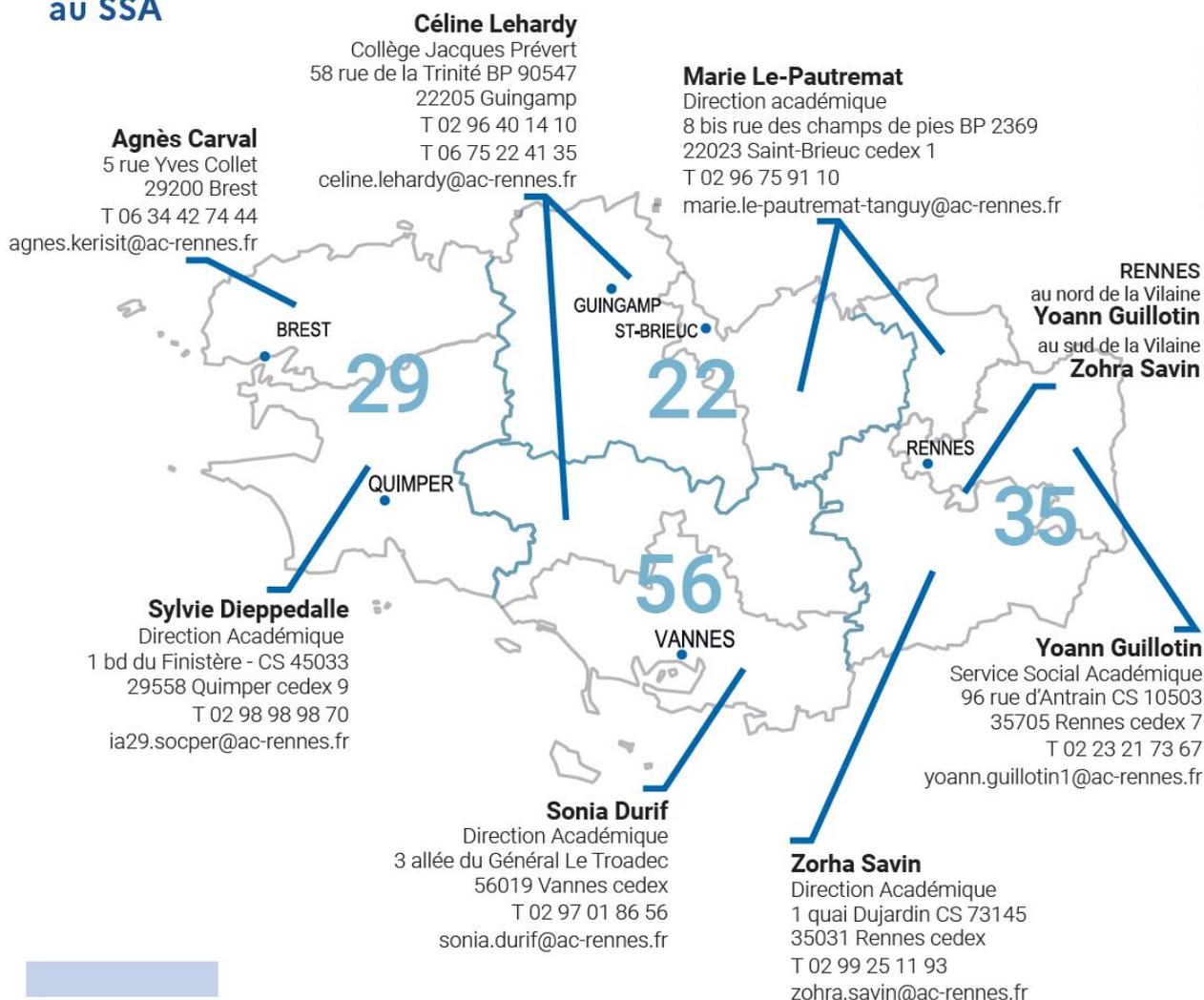
Des personnels des quatre directions des services départementaux de l'Éducation Nationale (**DSDEN**) de votre département d'affectation sont à l'écoute et peuvent vous orienter dans vos démarches de recherches de logement. Concernant les aides à l'installation, vous pouvez vous adresser au service de l'action sociale du Rectorat.

- **Le Service social des personnels**

Il s'adresse à l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale en activité, titulaires ou non, ainsi qu'aux fonctionnaires retraités et leurs ayants droits. Il peut intervenir à la demande d'un personnel ou de sa famille, de l'administration ou d'un tiers partenaire. Il participe à l'intégration et l'insertion des personnels et se situe à l'interface entre vie professionnelle et vie privée. Il intervient dans le cadre de la gestion des ressources humaines et inscrit son action dans une politique de prévention en lien avec les services académiques et les partenaires de l'Éducation Nationale.

Il accueille, écoute, informe, oriente et propose un accompagnement aux agents rencontrant des difficultés professionnelles et/ou personnelles dans le strict respect de la vie privée et la garantie du secret professionnel.

Vos interlocuteurs au SSA



- **Les conseillers RH de proximité**

Vous pouvez contacter un conseiller ressources humaines de proximité au plus près de votre lieu d'exercice. 24 conseillers sont répartis sur toute la Bretagne pour répondre aux questions des personnels sur leur carrière en toute confidentialité.

[Plus d'infos en cliquant sur ce lien](#)

- **Le Service de l'action sociale du Rectorat**

La gestion des prestations d'action sociale en faveur des personnels de l'Académie est mutualisée au sein du service académique de gestion de l'action sociale (SAGAS) basé à la direction des services départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) du 35.

DSDEN 35 – SAGAS

1 Quai du Jardin 35031 RENNES CEDEX

ce.sagas@ac-rennes.fr

Gestion pour le **département 22** :

ce.actionsociale22@ac-rennes.fr

Gestion pour les **départements 29 et 56** :

ce.actionsociale2956@ac-rennes.fr

Gestion pour le **département 35** :

ce.actionsociale35@ac-rennes.fr

ce.35logementsocial@ac-rennes.fr



Connaître ses droits :

Les agences départementales d'info sur le logement sont agréées par le Ministère du logement : conseils juridiques gratuits :

ADIL 22 www.adil22.org ADIL 29 www.adil29.org

ADIL 35 www.adil35.org ADIL 56 www.adil56.org



Guide du logement de l'Académie de Rennes 2023/2024